

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
16 novembre 1976

No 566
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Législatives partielles

LE P.C.F. POURSUIT SA CHUTE

Les partis politiques bourgeois sont toujours entre deux élections législatives, présidentielles, cantonales, municipales, législatives partielles, tout est bon pour battre le rappel des «électeurs» et leur faire miroiter monts et merveilles. Un avantage pour les capitalistes : il y a toujours un feu au chaud pour faire patienter les masses populaires ; il n'y a qu'à voir comment on leur serine depuis des dizaines et des dizaines d'années que les élections présentent moins de risques que la révolution... Mensonge en réalité car les élections ne sont que le moyen pour la grande bourgeoisie de décider quel parti gèrera son État : c'est pourquoi tous les partis bourgeois, des Républicains indépendants au parti soi-disant communiste déploient l'essentiel de leurs efforts à prolonger et protéger contre la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, l'agonie du système capitaliste. Mais cette agonie lente comme le soulignait déjà Lénine, est mille fois plus douloureuse que la Révolution. Les centaines de milliers de sans travail, les assassinés du travail, les expulsés, les immigrés tués, les victimes du profit que ce soit par le non-respect de la sécurité des enfants dans les groupes scolaires, ou des habitants dans les HLM, que ce soit par la pollution ou l'utilisation par les capitalistes de produits dangereux, etc., tous ces crimes quotidiens ne peuvent être bannis que par la destruction nécessairement violente de l'appareil d'État de la bourgeoisie et son remplacement par la dictature du prolétariat comme le firent les travailleurs parisiens en 1871.

Voilà pourquoi les authentiques communistes ont toujours combattu la mystification électorale qui a une

si large place dans la domination politique des capitalistes en démocratie bourgeoise. Pour autant cela ne veut pas dire que les scrutins électoraux soient dépourvus d'intérêts et d'enseignements. Ils reflètent toujours un certain état de la lutte des classes et aussi l'état du rapport des forces entre les partis bourgeois, c'est-à-dire des préférences de la bourgeoisie pour telle ou telle politique.

Aussi les législatives partielles dont le scrutin s'est tenu ce week-end présentent un certain intérêt, d'autant plus que de l'avis de tous, elles avaient valeur de test pour les fameuses législatives de 1978. Des indications en ressortent qui confirment la tendance qui s'est manifestée depuis la signature du «Programme commun» de sauvetage capitaliste : le maintien de la majorité et la progression du Parti socialiste, et la chute continue du PCF qui perd encore 2 % des voix par rapport à 1973 sur les circonscriptions consultées. Ce qui prouve que la trahison des intérêts ouvriers ne paye pas et que de moins en moins de gens ont confiance dans la clique révisionniste de Marchais. Il est vrai que celui-ci déclarait, il n'y a pas tellement longtemps qu'il accepterait que le PCF soit ramené à 15 % des votants pourvu qu'il accède au pouvoir dans le sillage du Parti socialiste.

Car tel est le but que s'est jurée d'atteindre la bande Marchais : conquérir des fauteuils ministériels, avancer progressivement et compter de toutes façons sur les révisionnistes russes et la puissance menaçante de leur armement pour aggraver la tendance munitiochoise dans les sphères dirigeantes et aller plus loin.

C'est tellement vrai que Marchais vient de lancer un nouvel appel aux gaullistes «d'opposition» pour qu'ils constituent la quatrième tendance de l'Union de la gauche». Ce à quoi Charbonnel, bien connu pour ses déclarations fascistes quand il était ministre, a répondu favorablement.

Tous ces méfaits de la clique Marchais ne manqueront pas d'écarter d'elle encore plus de travailleurs en même temps que le jour viendra où le Parti socialiste, remis en selle par Marchais apparaîtra pour ce qu'il est, un parti tout aussi réactionnaire que ceux de la majorité.

Versailles

LA CEREMONIE POUR PETAIN CONSPUEE

Manifestation de la pourriture extrême de la société capitaliste monopoliste, une vente aux enchères d'un genre particulier s'est tenue le 14 novembre à Versailles.

Après les breloques nazies commercialisées chez certains antiquaires voici que les objets du traître Pétain sont offerts à l'adoration de quelques nostalgiques du fascisme. Et c'est en toute légalité sous la protection de la police qu'a pu se dérouler cette scandaleuse cérémonie d'apologie du chef de file du régime honteux de Vichy. Car comment appeler une telle cérémonie où des bourgeois «vieux France» côte à côte avec les derniers rejetons de l'aristocratie dégénérée s'arrachent à prix d'or la canne du traître, sa médaille, son chapeau, sa vareuse, et même son casque colonial etc.

Cependant si le gouvernement a laissé se dérouler une pareille cérémonie, le peuple de France lui n'a pas toléré l'insulte.

De très nombreuses personnes sont venues pour crier leur indignation. Cer-

tains criaient : « Cette vente est un scandale, bandes de fascistes. »

Et lorsque les médailles de Pétain atteignaient 5 100 francs (deux mois de salaire moyen), son képi 7 000 F, les épaulettes 3 000 F, le fanion de voiture 5 300 F, les cris de colère fusaient de toutes parts. « Pour un traître c'est pas mal payé, devait lancer un ancien résistant tandis qu'un autre, ancien FFI, était expulsé par la police parce qu'il continuait à lancer «PETAIN TRAITRE, PAS MARECHAL».

Tel est un des spectacles honteux que l'on peut voir en France : 30 ans après la Libération, 30 ans après que des héros issus des masses aient livré combat aux nazis et aux Kollabos pour que le peuple de France vive libre, les héritiers politiques de Pétain, ce chef de file de la bourgeoisie de 39 à 44, organisent et protègent d'odieuses cérémonies à sa mémoire.

La bourgeoisie a besoin de ressusciter ses vieux cadavres, son avenir est derrière elle.

Victoire pour les Corses emprisonnés

L'inculpation de 4 militants corses pour l'affaire du plasticage d'un boeing à Ajaccio s'est terminée par une libération des emprisonnés.

Encore une fois, la justice bourgeoise avait frappé selon son bon plaisir. Mais ces militants se sont mis en grève de la faim pour protester contre les motifs de leur inculpation et les conditions de leur détention.

Impressionnée par l'ampleur des manifestations en leur faveur et après des examens médicaux, la chambre d'accusation de Lyon, devant l'état critique des 4 militants, a reconnu que n'ayant rien de nouveau contre eux ni aucun élément pour l'inculpation, elle devait les libérer. Mais ils avaient été arrêtés sans plus de motif !

Quelques caractéristiques du maintien de l'ordre par la bourgeoisie : arbitraire, arrestations préventives sans motifs, gardes à vue prolongées, mises en demeure, etc.

Chaque jour apporte son lot d'arrestations préventives et de répression.

Exemple récent, trois réfugiés espagnols, «assignés à résidence» dans l'île de Ré lors de la venue en France de l'héritier de Franco, Juan Carlos, ont en effet dénoncé vendredi : «l'arbitraire des procédés employés à leur égard» au cours d'une conférence de presse tenue à Bordeaux.

Ces trois réfugiés protestent contre ces mesures sur simple motif de «prévention à l'altération de l'ordre public». Ils dénoncent la grave mise en cause du «droit d'asile dont ils ont bénéficié jusqu'à présent». De telles méthodes révèlent, s'il le faut encore, combien le rapprochement entre les gouvernements Giscard et Carlos ont été l'occasion de nouer des liens en ce qui concerne la répression des peuples des deux pays.

Espagne

GRAND SUCCES DE LA GREVE GENERALE

L'appel à la grève générale qui avait été lancé pour protester contre les mesures économiques du gouvernement héritier de Franco a été très largement suivi dans tous les grands centres industriels espagnols.

C'est, en effet, sur un total de 8 millions de travailleurs (dont 1 million de chômeurs), plus de 2 millions de grévistes qui ont suivi l'appel, ouvriers pour la plupart.

Considérée comme «la plus importante mobilisation ouvrière depuis la fin de la guerre civile», cette grève a en effet fait très peur au gouvernement Juan Carlos. Des mesures extraordinaires de répression — dont certaines préventives — ont été prises. C'est ainsi que plus de 400 personnes ont été arrêtées à l'avance pendant la semaine, d'autres mises sous sur-

veillance policière, tandis que la garde civile intervenait violemment contre de nombreuses manifestations ouvrières.

A Barcelone, en particulier, les forces de répression ont tiré des balles de caoutchouc contre les manifestants. Au Pays basque, un manifestant a également été blessé par balle de caoutchouc.

La quasi totalité des provinces d'Espagne a suivi la grève, fait inédit depuis de nombreuses années : un demi-million d'ouvriers a fait grève en Catalogne, 300 000 à Madrid, 250 000 en Biscaye et 230 000 à Valence. C'est dans les Asturies que le mouvement a été le plus fort, affectant tous les puits de mine, les usines métallurgiques, le bâtiment, et certains commerces. La moitié des écoles étaient fermées et le port de Barcelone paralysé.

Liban

La force de paix arabe s'installe dans le calme

Les «casques verts» de la force arabe de dissuasion ont commencé mercredi leur déploiement au Liban en prenant position sur tous les axes stratégiques de la région de Beyrouth et en rouvrant la route internationale Beyrouth-Damas fermée depuis mars dernier.

Ils ont établi dans la journée de mercredi 7 points d'appui fixes, 3 dans les zones où se trouvent les phalangistes de Gemayel, 3 dans les zones où se trouvent le prétendu «Mouvement national libanais» de

Joumblatt et une sur la ligne de démarcation, à Beyrouth. Leur progression devrait se poursuivre, dans les jours à venir, d'une part vers Tripoli, d'autre part vers Saïda.

Hormis les fascistes «Gardiens du cèdre» de Abou Arz qui se sont retirés dans les montagnes, toutes les forces sur le terrain semblent accepter la réalisation du plan de paix. Outre les signataires de l'accord du Caire, dont l'OLP, Sarkis,

président du Liban et la Syrie, ce plan a successivement reçu désormais le soutien au moins verbal des mouvements de Joumblatt et de Gemayel, de l'«armée du Liban arabe» et des Palestiniens du «Front du refus» qui s'étaient jusque là déclarés opposés à tout règlement politique du conflit libanais.

Le règlement pacifique de ce conflit ne fait pas l'affaire des sionistes israéliens qui font tout ce qu'ils peuvent pour tenter de jeter de l'huile sur le feu en agressant notamment les régions sud du Liban et en menaçant d'intervenir militairement si les «casques verts» descendaient dans le sud du Liban.

On comprend que les sionistes, tout comme les différents impérialismes voient d'un mauvais œil la fin d'un conflit qui, s'il ne correspondait en rien aux intérêts des peuples libanais et

palestiniens, leur permettraient d'augmenter leur emprise sur cette partie du monde.

D'un côté les sionistes n'ont jamais cachés qu'ils auraient aimé voir la création d'un «État tampon» dans le sud-Liban, contrôlé par les phalangistes, État qui aurait pu entraver la juste lutte du peuple palestinien pour reconquérir sa patrie. D'un autre côté, les impérialistes Yankee et les sociaux-impérialistes russes ont mis à plein cette guerre à profit pour tenter d'étendre, par la livraison d'armes leur emprise sur les diverses forces en présence. Il n'est un secret pour personne que les russes ont armé TOUTES les parties en lutte, des phalangistes aux Syriens.

On ne peut donc que se réjouir de voir qu'un début de règlement réel à cette guerre tout en restant, cependant vigilant car l'impérialisme n'a sûrement pas dit son dernier mot.



Albanie

Après le VII^e Congrès PREMIERE SESSION DU CC DU PTA

Le nouveau Comité central du Parti du travail d'Albanie, qui a été élu dans l'après-midi du 6 no-

vembre par le 7^e Congrès du Parti, a tenu sa première session plénière et élu les membres et les membres suppléants de son bureau politique et ses secrétaires.

Les résultats des élections sont les suivants :

12 membres du Bureau politique : Enver Hodja, Adil Carcani, Haki Toska, Hékurani Isai, Hysni Kapo, Kadri Hazbiu, Manush Myftiu, Mehmet Chehou, Pali Miska, Ramiz Alia, Rita Marko et Spiro Koleka.

Les 5 membres suppléants du Bureau politique : Lenka Cuko, Llambi Gegprifti, Pilo Peristeri, Qirjako Mihali et Simon Stefani.

5 secrétaires du Comité central : Enver Hodja, Hékurani Isai, Hysni Kapo, Ramiz Alia et Prokop Murra.

Le premier secrétaire du Comité central : Enver Hodja.

Le 7^e Congrès du Parti a élu dans l'après-midi du 6 novembre une commission centrale de contrôle et de révision du Parti composée de 21 membres. La commission a élu, de son côté, Pilo Peristeri comme son président.

Finlande

Les marxistes-léninistes dénoncent l'espionnage soviétique

Les activités d'espionnage du social-impérialisme russe en Finlande, sont dénoncées dans un récent article du journal finlandais «Lokakuu» (octobre), organe des groupes marxistes-léninistes de Finlande.

Depuis longtemps l'URSS recueillait des informations secrètes sur le commerce de la Finlande avec l'Ouest d'un haut fonctionnaire des douanes finlandais qui vient d'être arrêté.

Cet espionnage économique a entraîné la perte de millions de marks dans le commerce extérieur de ce pays.

A ce sujet, «Lokakuu» écrit notamment :

«Les dirigeants soviétiques qualifient les relations soviéto-finlandaises d'"exemplaires". Mais en fait, elles sont un exemple de la politique dénuée de scrupules qu'applique une grande puissance impérialiste à l'égard d'un petit voisin.»

«En se livrant à l'espionnage, l'Union soviétique a violé le traité d'amitié, de

coopération et d'assistance mutuelle entre les deux pays...». Les relations finlando-soviétiques apparaissent sous une étrange lumière. Des paroles creuses sur l'«amitié et la confiance» n'ont cessé d'être répétées dans des discours. Pourtant, de plus en plus nombreux sont les faits qui prouvent que l'Union soviétique exerce sans scrupules des pressions sur la Finlande et intervient dans ses affaires intérieures.»

«L'intervention soviétique dans les affaires intérieures de la Finlande ne cesse de s'accroître... Il ne faut pas céder à la pression du social-impérialisme soviétique. Il convient de défendre résolument l'auto-détermination nationale de la Finlande.»

Un éditorial de «Lokakuu» sur le même sujet précise que les activités d'espionnage soviétiques dénoncées récemment en Finlande n'ont rien de nouveau. Des scandales similaires ont été révélés dans beaucoup d'autres pays et des espions soviétiques ont été expulsés de plus de 40 pays de 1964 à 1974.

Timor-Oriental Le peuple déterminé à lutter jusqu'au bout

Selon la radio de Timor-Est captée à Darwin, le peuple de Timor-Est est déterminé à combattre les agresseurs indonésiens dans une longue guerre de guérilla, jusqu'à la victoire finale.

Alarcio Fernandes, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité de la République démocratique de Timor-Est, a révélé que, dans la région de Miavkatar-Suai, les forces du Fretilin ont tué le 2 novembre 20 soldats indonésiens dans une embuscade. Le 18 octobre déjà une contre-attaque du Fretilin avait porté de sérieux coups aux agresseurs.

Le 15 octobre 34 soldats indonésiens étaient anéantis et un blindé détruit sur la route de Samé à Bétano.

Le 5 novembre, les forces populaires ont déjà repris les villages de kohorem et de Fatumean. Au cours de l'attaque lancée contre un troisième village, elles ont capturé des armes automatiques et une grande quantité de munitions.

Israël

Plus de 100 000 grévistes

Plus de 100 000 ouvriers, employés, ingénieurs, médecins, enseignants et pilotes se sont mis récemment en grève en Israël, pour protester contre la hausse des prix et réclamer de meilleurs salaires. Les grévistes représentent environ 10 % des travailleurs salariés.

Les trois ports de Haïfa, Ashdod et Eilat, ont été paralysés par cette grève, ainsi que les écoles, 8 000 enseignants étant en grève.

La semaine précédente, les ouvriers d'une usine de Tel Aviv ont séquestré les directeurs pendant 27 heures pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Ces grèves importantes sont dues à la dévaluation continue de la livre israélienne et à la récente diminution des subventions affectées aux denrées alimentaires de première nécessité, diminution qui a provoqué, en une seule nuit, une hausse de 20 % des prix alimentaires.

En Suède et aux Etats-Unis Les étudiants manifestent contre l'expulsion d'étudiants iraniens de France

A Houston au Texas, plusieurs centaines d'étudiants iraniens ont manifesté mardi dernier devant l'ambassade de France, pour protester contre le fait que plusieurs de leurs camarades aient été arrêtés en France et livrés à la police fasciste du shah. Des heurts violents avec la police américaine ont fait 5 blessés chez les flics, une centaine de manifestants ont été arrêtés.

En Suède, 12 étudiants iraniens ont entamé une grève de la faim pour le même motif.

«Il n'existe aucune preuve que Nader Oskuee et Reza Takkbiki aient tiré sur le diplomate» affirment les Iraniens en Suède. «Nous soupçonnons une conspiration de la SAVAK (police secrète iranienne) et de la police française contre l'Organisation internationale des étudiants iraniens.»

Zimbabwe

Héroïnes africaines

Deux jeunes africaines, âgées de 18 et 24 ans, qui transportaient des armes pour les guerilleros zimbabwe, ont été tuées récemment par les troupes racistes, dans la ville de Chipinga, au Sud-Est du pays.

C'est la première fois qu'un communiqué officiel du gouvernement rhodésien reconnaît la présence de femmes parmi les guerilleros. Ces femmes d'Afrique australe, comme leurs sœurs des ex-colonies portugaises, sont pourtant d'ardentes patriotes. Elles se retrouvent aujourd'hui très nombreuses à tenir fermement le fusil en main dans les rangs des combattants de la liberté.

PÉKIN INFORMATION
1 an — 52 Nos — 21,00 F

nouvelles intérieures

Budget 1977

+ 39 % de crédits pour la police

L'«Expansion» de ce mois-ci publie un tableau d'un grand intérêt. Ce tableau donne les dépenses d'équipement prévues au budget de 1977 en millions de francs et en «variation par rapport à 1976». Nous ne reprendrons pas ici tous les chiffres du tableau, mais 4 nous paraissent particulièrement significatifs :

Pourquoi la justice, le travail et l'environnement direz-vous ? Parce que dans ces trois secteurs le Président de la République lui-même est intervenu directe-

ment pour impulser des «réformes», et il a tenté de prouver à plusieurs reprises que ces secteurs lui tenaient à cœur : la Justice à cause des prisons qu'il fallait transformer ; le Travail qu'il fallait rendre «plus humain» et l'Environnement parce que Valéry Giscard d'Estaing a «à cœur de voir les Français et notamment les prolétaires vivre dans un cadre de vie agréable» !

Or, ces sommes déclarées au budget, par leur modicité (207 195 203 605 millions, soit à peine plus de quart du budget de l'Intérieur), et par l'importance

des réductions qu'elles subissent, montrent à l'évidence que le gouvernement bourgeois actuel se moque pas mal de ceux que sa justice envoie en prison, des conditions dans lesquelles travaillent les ouvriers et du «cadre de vie» de la population laborieuse.

Une chose par contre est certaine, c'est que la bourgeoisie, comme à son habitude, va répondre aux justes revendications ouvrières et à la montée des luttes non par la satisfaction de ces justes revendications, mais par une

répression bien davantage accrue. Pensez donc, plus 40 % par rapport à 1976, ça fait combien de CRS en plus ? Et 2 290 millions, en tout et pour tout, ça fait combien de flics et d'indics, combien de matraques, combien de travailleurs frappés, piétinés, injuriés ? Nous le saurons bien assez tôt.

Mais une chose est sûre, malgré tous ces discours mielleux à la TV et ailleurs, le gouvernement actuel et la bourgeoisie qu'il représente n'a plus qu'un seul but : réprimer et empêcher l'extension des luttes des travailleurs.

Une autre chose est non moins sûre : les travailleurs toujours plus unis, toujours plus nombreux, sauront repousser les attaques de la bourgeoisie, même si pour cela il faut se battre contre les matraques et autres objets sophistiqués et notre chère police.

	Valeur 1977 (en millions de francs)	Variation par rapport à 1976 (en francs constants)
Intérieur	2 290	plus 39 %
Justice	207	moins 8 %
Travail	195	moins 10 %
Environnement	203	moins 19 %

Chalutiers russes

DESTRUCTEURS DES FONDS MARINS ET NAVIRES PERDUS

Depuis quelques mois, les pêcheurs des ports du Nord Finistère se heurtent dans leur travail à la présence d'une flotille de chalutiers russes au large de l'île d'Ouessant. Jusqu'à présent, ces chalutiers se contentaient d'espionner les manoeuvres navales de la marine de guerre de l'impérialisme français. Mais aujourd'hui ils sont devenus, pour les petits pêcheurs côtiers, en plus de l'espionnage, un danger pour leur vie et pour leur travail. L'attitude criminelle et la destruction d'une zone de pêche qui assure déjà difficilement la survie des pêcheurs de la côte suscitent de violentes réactions chez les marins.

Ces chalutiers du social-impérialisme ne respectent aucune des lois de la navigation maritime et bafouent ce que les pêcheurs appellent la solidarité des travailleurs de la mer.

Il y a deux mois, un pêcheur de Lampaul Plouarzel qui posait ses casiers devait, pour ne pas être coulé, faire une marche arrière en catastrophe. Les chalutiers ne «semblent» pas l'avoir vu. Le lendemain, ce même pêcheur a retrouvé ses casiers détruits, et il a perdu tout le matériel qui assurait son «gagne-pain». Les pêcheurs de la côte assistent impuissants à la destruction systématique de leur lieu de pêche. Ils voient 30 chalutiers russes pêchant de front, méthode de pêche absurde dans cette zone, un véritable massacre. Les pêcheurs bretons savent que leurs camarades russes qui font cela agissent sous les ordres des sociaux-fascistes qui les encadrent sur leurs bateaux, que le but véritable des impérialistes russes n'est pas de pêcher mais de pratiquer l'espionnage sous le couvert de la pêche. Les marins pêcheurs soviétiques

sont encadrés et utilisés par les sociaux-fascistes pour leurs préparatifs d'agression, chez eux aussi la révolte contre les nouveaux tsars doit gronder. La bourgeoisie française essaie d'étouffer l'affaire, de conserver l'esprit de «détente». Les petits pêcheurs savent qu'ils ne peuvent en aucun cas compter sur la bourgeoisie pour les défendre, mais ils savent aussi que la lutte est difficile s'ils ne réussissent pas à mobiliser les ouvriers et les petits paysans contre ce pillage.

LES CHALUTIERS RUSSES NAVIRES ESPIONS

Si ces chalutiers sont dans cette zone et viennent d'URSS pour pêcher un si petit nombre de poissons, ce n'est pour personne dans la population locale un hasard.

La bourgeoisie française et son armée font semblant de s'inquiéter de l'espionnage de ces chalutiers, par exemple en envoyant des vedettes côtières pour «vérifier» la cargaison de

ces bateaux, tout cela pour «calmer les esprits».

La bourgeoisie veut faire apparaître comme de «bonne guerre» cet espionnage en disant que c'est une pratique normale et que tous les pays en font de même. Mais les ouvriers, les petits paysans et les pêcheurs savent que tout cela n'est pas un jeu innocent, que le port de Brest est un port de guerre et qu'il abrite les sous-marins atomiques de l'impérialisme français, et c'est bien pour cela que les chalutiers russes «pêchent» dans cette zone. La bourgeoisie a peur du peuple, elle ne veut pas que la classe ouvrière prenne conscience que l'URSS n'est plus un pays socialiste elle prépare déjà sa soumission au social-impérialisme et, en même temps, accentue sa répression contre le peuple et particulièrement en Bretagne.

Les faux communistes du PCF et leurs alliés préfèrent faire le silence sur cette affaire. Il est vrai qu'à part dénoncer les «bavures», comme les hôpitaux psychiatriques en URSS, pour tenter de se démarquer de la politique fasciste des nouveaux tsars, ils ne peuvent sans se démasquer prendre position sur la présence et le rôle exact de ces chalutiers «socialistes».

Les ouvriers, les petits paysans, les pêcheurs entrent en lutte tous les jours contre la bourgeoisie et commencent, même si c'est encore faible, à voir le vrai visage des défenseurs du Programme commun.

A la SEP-Bordeaux

Le ministre de l'exploitation licencie 2 délégués sur 3

Rappelons les faits : pour exiger la réintégration d'un travailleur CFDT, qui faisait fonction de chef d'équipe et qui avait refusé d'exécuter un ordre qui lui paraissait mettre en danger la sécurité de son équipe, les travailleurs de la SEP Bordeaux avaient mené une dure lutte classe contre classe pendant 4 semaines.

Malgré la trahison d'une section CGT, le blocus fait par les dirigeants de l'UD-CFDT, ils avaient réussi à obtenir la solidarité de la population bordelaise. Mais le patron n'avait pas cédé et avait tenté une nouvelle fois d'écraser cette section combative en prononçant 5 licenciements et 15 derniers avertissements avant licenciement.

L'inspection du travail refusa le licenciement de 3 délégués qui furent réintégrés.

Conscients de la trahison syndicale, les travailleurs restèrent à l'offensive en coordonnant leur combat nationalement avec les travailleurs des Câbles de Lyon, ceux de Sanders, de Bourgogne électronique, etc.

Aujourd'hui, le ministre du Travail a annoncé deux licenciements sur trois. Pourquoi ?

1) Il faut d'abord noter que les 2 licenciés sont des

cadres, alors que le délégué maintenu est un ouvrier. Ceci peut paraître à première vue surprenant. En fait, il n'en est rien. La SEP emploie 288 cadres, 281 techniciens, pour 368 ouvriers. L'unité cadres-ouvriers a toujours été réalisée au sein de la section syndicale, de nombreux cadres se battent au coude à coude avec les ouvriers sur les positions de classe de ces derniers.

Cela est particulièrement dangereux pour le patronat ; il lui fallait absolument briser cette unité et sanctionner les cadres qui n'acceptent pas de jouer le rôle de chiens de garde du capital.

2) cette décision a été prise 7 jours après la décision du maintien de 2 délégués des Câbles de Lyon (HR No 558) qui, elle-même, fait suite à l'annonce du maintien des 8 délégués de Bourgogne électronique. Ce qui signifie que le gouverne-

ment change de tactique, qu'il est prêt à passer à l'offensive et à tenter l'opération «nettoyage» que Ceyrac réclame à corps et à cris.

Dès l'embauche, lundi, les travailleurs se sont réunis en AG, sur tous les centres, afin de voir ensemble comment ils vont organiser la riposte. Une affaire à suivre.

Communiqué de la section CFDT de la SEP-Bordeaux

«La section CFDT de la SEP Bordeaux communique : A la SEP (société européenne de Production), la répression suit son cours. Après un conflit en mai 1976 provoqué par un premier licenciement abusif, la direction avait annoncé 20 sanctions : 15 «derniers avertissements» et 5 licenciements dont 3 délégués CFDT. Pour ces derniers le Comité d'établissement a rejeté les licenciements à l'unanimité et l'Inspecteur du travail a également refusé. Le patron a donc fait un recours hiérarchique au ministre du travail pour obtenir ces licenciements. Le ministre a répondu hier 9 novembre :

Pour 2 délégués sur 3, il casse la décision de l'Inspecteur du travail et autorise les licenciements. Pour le 3e, il maintient la décision de l'Inspecteur du travail. Le fait que la décision soit partagée n'est qu'une grosse ficelle destinée à faire croire que les dossiers sont examinés «sérieusement» et cas par cas.

En fait les 3 affaires sont identiques. A travers le licenciement des délégués, c'est le droit de grève et d'organisation des travailleurs qui sont remis en cause. Devant la gravité de cette décision, les sections syndicales de la SEP tiennent à informer la population et appellent l'ensemble du personnel à des assemblées générales lundi matin à l'embauche sur les 3 centres.»

Le calendrier 1977 de l'Humanité rouge est disponible à partir de cette semaine. La formule est enrichie par rapport à celle de l'année dernière. Nous demandons à tous nos camarades de prévoir une diffusion la plus large possible de cet outil politique, qui sera vendu au prix de souscription de 10F minimum.



la France des luttes

Dans une entreprise du bâtiment

Les premiers pas de la lutte classe contre classe

Nous publions ci-après un article d'une lectrice du journal, sympathisante de fraîche date du marxisme-léninisme. L'intérêt d'un tel article, c'est de montrer qu'il demeure encore de nombreuses entreprises où la forme même la plus élémentaire de la lutte des classes, la lutte syndicale, n'existe pas de manière consciente. Il montre aussi comment, en sachant tenir compte des situations particulières qui se présentent, en sachant tenir compte des signes de mécontentement dispersés, individuels, dans

Il m'a paru intéressant de décrire ce qui s'est passé cette année dans l'entreprise qui m'emploie, entreprise où jamais aucune lutte n'avait été même ébauchée, où la direction régnait en maître absolu, sous des apparences de paternalisme.

Avril 1976 : on commence à parler des nouvelles classifications dans les travaux publics et le bâtiment.

Mai 1976 : réunion d'information du personnel ; la direction assure que les employés ETAM sont bien classés et qu'à de très rares cas particuliers, il pourrait y avoir un déclassement.

Dans les 8 jours qui suivent, le personnel reçoit individuellement sa qualification.

C'est une bombe : les 3/4 des employés sont déclassés. La raison, non avouée, bien sûr, mais tout de même évidente, est que, du fait de la création d'un échelon supplémentaire à tous les postes de travail, la majorité a dégringolé d'un échelon : la secrétaire sténo-dactylo 2^e échelon se voit attribuer le 1^{er} échelon, etc... ce qui est moins évident pour tous, c'est que ce reclassement vise à retarder, voire même bloquer toute promotion donc à favoriser la hiérarchie.

Malgré ce déclassement, quasi total, la protestation reste timide. On préfère aller en parler à son chef de service, plutôt qu'écrire, et surtout pas au directeur de toute manière.

les masses et en osant prendre des initiatives, on peut transformer la situation, créer un rapport de forces différent.

Pour atteindre notre objectif stratégique, qui est la révolution prolétarienne, il faut aussi tenir compte de ces faits et savoir les fusionner avec d'autres pour entraîner la classe ouvrière et les masses à l'action dans tous les domaines contre la bourgeoisie, de droite ou de «gauche».

Bien sûr ! Le pas à franchir est grand, puisque jusqu'à mai 76, jamais rien n'avait été fait. Seules quelques personnes envoient une lettre recommandée avec accusé de réception à la direction pour expliquer leur mécontentement. La direction refuse de comprendre le point de vue des travailleurs qui parlent de déclassification et, en face d'eux, on réplique par un grand exposé sur les salaires.

De plus, il n'y a pas de syndicat dans l'entreprise. Les élections de délégués du personnel arrivent. Elles ont lieu sans étiquette syndicale. Cependant, un petit noyau décide de créer une section syndicale. Quel syndicat choisir ? Après discussion, on opte pour un seul syndicat, la CGT, et tous les intéressés se mettent d'accord pour tout mettre en oeuvre pour la défense des travailleurs. La section passe en 10 jours de 10 à 35 membres ; en octobre ils sont 62.

La première réunion des délégués du personnel n'aboutit à rien. Le patron refuse tout en bloc. Les employés, les ouvriers discutent sont mécontents. Ils décident de participer à la grève nationale du 7 octobre. Les ouvriers surtout prennent conscience des réalités dans l'entreprise et répondent à la grève dans la proportion de 30 %. Les ETAM, habitués à tout accepter, redoutent cet acte de «rébellion» et finalement travaillent sauf 2 % d'entre eux. C'est tout de même un événement qui reste à inscrire dans les annales de l'entreprise. Les grévistes passent la journée à discuter dans le local syndical.

On tire les conclusions pour l'avenir. On prépare le cahier de revendications pour la prochaine réunion des délégués. On ose demander, en plus des revendications précédentes qui n'ont pas abouti et qu'on remet à l'ordre du jour, le 13^e mois et la prime d'ancienneté, se promettant de faire grève si satisfaction n'est pas donnée ! La direction a-t-elle senti cette menace ?

Très certainement, car la leçon du 7 octobre a porté ses fruits dans l'entreprise et c'est pourquoi ce qu'elle avait refusé un mois avant, elle l'accepte à présent ! Elle accepte aussi de rendre contractuelles des primes qu'elle enlevait ou augmentait jusque là au gré de sa fantaisie.

Ces résultats confirment, si besoin est, que rien ne s'acquiert sans luttes, que tout est fonction du rapport de forces. En 6 mois de temps, le pas franchi est énorme. Le personnel a compris, à des degrés divers, qu'il faut s'organiser pour ne plus se laisser faire et accepter n'importe quoi de la part des patrons.

Kleiner-Terville (Moselle)

On peut gagner contre les licenciements

Kleiner A.D.A., c'est une entreprise de distribution de boisson, casse-croûte, pâtisserie, au niveau des usines, des grands magasins. 50 personnes y travaillent, dont une grande majorité de femmes. Les salaires sont très bas, le travail est dur, pour certaines, par exemple, de 5 heures du matin à 13 heures (samedi compris).

Charly, le patron, a voulu se débarrasser de 2 travailleuses et du délégué CFDT, sous prétexte de la conjoncture défavorable. S'il est vrai que la société Kleiner «ne coupe pas» à la crise, les travailleurs ont estimé qu'ils n'avaient pas à en faire les frais, et que, de plus, cette mesure visait en premier lieu le responsable de la section syndicale, ce qui voulait dire tous les travailleurs !

Le patron ne veut rien savoir ! Et bien, c'est la grève ! Le lendemain les boulangers des 4 heures se mettent en grève, puis, aux diverses prises de postes, tous les travailleurs et travailleuses se rassemblent et exigent la réintégration des 3 travailleurs.

Les ouvriers ont un atout sérieux dans les mains, puisqu'ils sont seuls à pouvoir approvisionner les distributeurs de l'ensemble des usines. Le patron arrive sur les lieux, les cheveux en bataille, et essaie d'isoler les travailleurs et travailleuses, menace, promet, appelle au bon sens. Rien à faire, les ouvriers ne veulent qu'une seule chose : la réintégration de leurs 3 camarades et le paiement des heures de grève. Devant la détermination de l'ensemble des travailleurs (euses), Charly a cédé à 9 heures : ils ont gagné sur toute la ligne !

Cette victoire, certes modeste, est importante et mérite qu'on la porte à la connaissance des travailleurs, elle suit en droite ligne la victoire des ouvriers des Câbles de Lyon et de Bourgogne Electronique contre la répression.

La section syndicale CFDT ne représentait, avant cette lutte, que 50 % des travailleurs. Aujourd'hui 95 % ont rejoint le syndicat, ce qui prouve que : on peut gagner contre les licenciements ; qu'il faut les refuser en bloc, et ne négocier que pour la réintégration de tous ; que la lutte classe contre classe redonne confiance aux travailleurs, les organise et leur permettra des succès plus grands encore !

Un militant de l'HR (après une discussion avec un délégué CFDT de l'entreprise).

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE

POUR ETUDIER LES CLASSIQUES DU MARXISME LENINISME

Traité sur l'impérialisme, stade suprême du capitalisme



L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI

Texte traduit du chinois et édité par

E 100

Disponible aux librairies :

— Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.

— La Force du Livre, 33, rue R. Leynaud 69001 Lyon.

ou, par correspondance, à :

— E-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.

Le NON aux licenciements de la DCH de l'«empire Bidermann»

Le mercredi 20 octobre 1976 à 10 h 30 du matin les 40 ouvriers de la «DCH» (atelier de la Draperie centrale d'Hénin-Beaumont) décidaient d'arrêter le travail et se rassemblaient dans la cour de l'entreprise Bidermann (600 ouvriers) pour s'opposer à la décision de la direction de licencier 3 de leurs camarades de travail. (2 nouvelles recrues et un père de 4 enfants).

Ils profitaient de la visite de Maurice Bidermann, le PDG, pour arrêter le chargement des camions en partance pour Valenciennes, Orly et la Hongrie. Car en effet, cette usine est le centre de distribution des tissus de l'«Empire Bidermann», monopole français de la confection de costumes pour hommes ; il comprend des usines à Valenciennes, Poix, Hénin, Marseille, le Havre, un siège commercial à Paris, plus toute une série d'usines en location en Yougoslavie, Hongrie, Colombie et en Grèce. Son siège principal est à New-York.

Bidermann est ainsi à la tête de 8 000 ouvriers, fournit les marques Yves-Saint-Laurent, Don Roury et Bidermann en Amérique et en Europe.

De plus il essaie aujourd'hui de se constituer le monopole de la confection pour dames et vient d'acheter une usine de 700 ouvrières à la Roche-sur-Yon pour commencer sa conquête.

Les ouvriers de la DCH, conscients du rôle stratégique de leur atelier, par leur arrêt de travail bloquaient les autres secteurs de production. Ils firent pression sur la direction et réclamèrent :

— 1) La suppression immédiate des licenciements et le renvoi du directeur de la DCH considéré comme responsable des licenciements (mauvaise répartition du travail).

Influencés par un délégué syndical CFDT, agent de maîtrise, ils proposaient de s'organiser sans nouvelle direction et de planifier eux-mêmes le travail de leur atelier.

La direction, à chaque démarche de la CFDT, ne voulait d'abord rien entendre, réclamant «la reprise du travail pour commencer, la discussion après».

Les ouvriers restèrent dans la cour toute la journée, empêchant les membres de la direction d'approcher des camions de leur entrepôt.

Voyant leur position dure, Bidermann à 16 h 30 finit par accepter certaines revendications des ouvriers :

— 1) Il fit réintégrer 2 ouvriers sur les 3 (prétextant que le 3^e avait commis des fautes professionnelles.)

— 2) Il renvoya le directeur de la DCH : le patron ne s'inquiète pas de perdre un cadre quand son bénéfice est menacé !

Cette lutte était importante pour les ouvriers de la DCH : c'était la première fois que tous les ouvriers prenaient d'eux-mêmes la décision de se mobiliser contre les licenciements et ce fut la démonstration éclatante que le patron, si puissant qu'il puisse paraître, n'est rien face à la détermination de tous les ouvriers qui n'acceptent aucune compromission.

Vive la lutte classe contre classe.



195 licenciements aux papeteries Bolloré (Sud-Finistère)

Mais déjà la «gauche» a placé ses verrous

Les Papeteries Bolloré comptent 3 usines, l'une à Troyes, les 2 autres dans le Sud-Finistère, avec 950 ouvriers, à Scaër et à Ergué-Gabéric (618 hommes et 329 femmes).

Les Papeteries Bolloré fabriquent spécialement un papier isolant utilisé dans l'industrie électrique (pour condensateurs...). C'est la seule entreprise du genre en France, la première en Europe et la 2e sur le plan mondial (après l'américaine Schweitzer). Sa production est exportée à 80 %.

Le profit n'augmente plus assez dans la phase

actuelle aux yeux des capitalistes concernés. D'autres industries papetières, devant une situation analogue, se déplacent par exemple des Landes en Afrique. La direction Bolloré suit une autre voie... pour l'instant.

Premières mesures : le chômage partiel (32-33 heures de moyenne hebdomadaire depuis le début de l'année). Ça va toujours préparer le personnel à la «fatalité». Entre temps, la direction fait procéder à des études de postes pour établir les conditions de rentabilité optimale. Fermeture du

27 octobre au 2 novembre. Et maintenant annonce (par la télévision) de 195 licenciements : 108 à Scaër et 87 à Ergué-Gabéric.

La «gauche» a déjà mis ses verrous...

Une assemblée générale du personnel d'Ergué-Gabéric a eu lieu le samedi 6 novembre sur convocation des sections syndicales CGT et CFDT.

Un ponton CGT-PCF du nom de Robin se produisit le premier au cours de cette assemblée générale. Un discours tout à fait décousu,

qui prétendait «bien cerner la situation», mais qui apportait peu d'éléments d'analyse.

Par contre, une prise de position très nette : après avoir mis en valeur à maintes reprises le rôle des «zélus de gauche» et leur promptitude à être auprès des travailleurs, à intervenir pour eux, il affirma vigoureusement que c'est l'action des travailleurs qui leur permettrait de s'opposer aux licenciements. Mais aussi vigoureusement il précisa : «Pas question d'occupation d'usine ni de grève illimitée. Toutes les occupations ou grèves longues qui ont eu lieu dans les papeteries ont été des échecs. Bolloré s'est préparé à une grève longue de votre part. Pas de réactions spontanées et irréfléchies. C'est à vous bien sûr de prendre vos décisions, mais nous, on se doit d'éclairer les esprits.»

Puis ce fut le tour du Conseiller général PS. Il fit état de ses réflexions

sur le fonctionnement des Comités d'entreprise, qui verra de sérieuses réformes sous les beaux jours de la «gauche» au pouvoir. Il alla aussi de son couplet : «la crise n'est pas fatale... il faut développer la consommation populaire et taxer les grosses fortunes» (aucune remise en cause du capitalisme).

Enfin vint le tour du révisionniste Rainero, d'abord faussement présenté comme «élu de gauche», puis rétabli dans sa fonction de secrétaire fédéral du PCF. Il remercia les responsables syndicaux de l'avoir invité : «Le PCF est à vos côtés. Vous avez raison de lutter ; nous n'interviendrons en aucune façon dans vos décisions...»

Et avec une totale assurance : «Avec une autre société, il y aura possibilité de ne plus faire grève ; il ne sera plus nécessaire de se battre durement pour obtenir de meilleures conditions de vie... Le Programme commun peut répondre à tous les problèmes qui sont posés aujourd'hui... bientôt les partis de gauche seront amenés à résoudre ces problèmes à la direction du pays, etc.»

premières prises de paroles sont-elles accordées à ces marchands de bonbons à la gomme et non pas aux travailleurs eux-mêmes ? Pourquoi ne pas commencer par des assemblées générales par atelier ? Pourquoi pas une réunion entre femmes (35 % des femmes sont menacées de licenciement, contre 9 % des hommes et on dit très couramment que c'est moins grave de licencier une femme que de licencier un homme.) Mais non : les ouvriers et les ouvrières n'ont pas eu la parole. Le Programme commun aura le premier et le dernier mot...

La réunion était organisée de façon à ce qu'il ne reste pas de temps pour la discussion ; l'heure de midi est impérative pour les mères de famille ; toute idée d'occupation était balayée sans débat, sans le moindre examen.

Pourtant, dans les rangs des femmes, des questions surgissaient : «Et si un camion s'apprête à partir avec de la marchandise, est-ce qu'on a le droit de débrayer comme ça, tout d'un coup, et de le bloquer ?»

La réunion était terminée. Les responsables syndicaux et politiques se retrouvaient par petits groupes où les mises en garde contre les «actions spontanées et irréfléchies» allaient bon train.

Dans la salle, les ouvrières et les ouvriers restaient un peu plus perplexes encore. Visiblement, ils n'avaient pas tous trouvé leur compte... Ils feront un débrayage de 2 heures et ils défilent dans les rues de Quimper derrière les «zélus de gauche»... pour l'instant.

Correspondant HR



LES DIFFICULTES DU DIVORCE EN FRANCE

Un témoignage d'une travailleuse au chômage

Je savais que pour divorcer, il fallait environ 5 000 F. et prendre un avocat (conseil impératif donné par une avocate lors d'une consultation juridique gratuite au Palais de Justice).

Ce renseignement pris, je cherchais alors comment trouver un avocat moins onéreux (par l'intermédiaire d'amis et de relations) ; le résultat fut que j'étais insatisfaite mais décidée tout de même à divorcer coûte que coûte. Je précise que mon mari était d'accord pour divorcer rapidement et simplement mais moins motivé que moi et pas du tout enclin à agir. Important : nous sommes séparés depuis 4 ans, nous n'avons pas d'enfants, nous ne possédons rien.

Par un ami, j'eus connaissance de l'adresse de la «Boutique de Droit». Je m'y rendis. J'expliquai mon cas : je voulais divorcer, qu'est-ce que je devais faire, quel était le prix «honorable» d'un avocat...

«La Boutique de droit» m'encouragea bien vite à rédiger moi-même ma requête de divorce, avec leur aide. A la «Boutique» se trouve un véritable dossier sur toutes les façons de divorcer. Mon mari et moi choisîmes la solution A : «divorce sur demande conjointe des époux». J'emportai le dossier, l'étudiai, et préparai la première requête, c'est à dire : la requête initiale, à laquelle je joignis

les pièces nécessaires. En même temps je retournai deux fois à la «Boutique» dont une avec mon mari, et je décidai d'aller le plus loin possible dans cette affaire sans l'assistance d'un avocat. Nous nous étions mariés facilement, donc nous devions divorcer facilement. Il n'y a pas de conflit, donc pas besoin d'avocat. Le divorce par consentement mutuel ne nécessite aucune intervention de l'avocat par définition même.

Donc, ma requête fut déposée (sans mentionner le nom d'un avocat) au Tribunal de Paris, le 16 juin 1976. Nous arrivâmes au palais le matin vers 10 h., au BRA, ensuite au bureau 530 (secrétariat greffe), qui était fermé ; nous y retournâmes vers 14 h. On expliqua à l'employé qui n'avait pas l'air de comprendre, que nous déposions nous-même notre requête, sans avocat. Il nous répondit d'aller au bureau des affaires matrimoniales, où un autre employé nous expliqua qu'il n'était pas possible de présenter un divorce sans avocat, qu'il avait des ordres. Il téléphona tout de même à quelqu'un puis finit par insister en nous disant que, vraiment, ce n'était pas permis de divorcer sans avocat. Néanmoins, il reconnut que la requête était bien faite, aussi bien établie que par un avocat. Mon mari et moi protestâmes en nous appuyant sur les textes, à savoir : rien ne nous obligeait à prendre un avocat, et il n'existait pas de

textes nous interdisant de divorcer sans avocat. Nous insistâmes, mais sans résultat.

On décida alors d'aller voir le juge aux affaires matrimoniales, que la «Boutique de droit» nous avait conseillé d'aller voir au cas où nous aurions des difficultés. Madame le juge était débordée : des avocats entraient et sortaient sans cesse de son bureau. Je réussis à me placer devant elle et à lui parler. Je lui expliquai donc que j'étais venue avec mon mari présenter notre requête conjointe en divorce, sans mentionner le nom d'un avocat et sans la présence d'un avocat. Elle parut très surprise. Elle nous dit qu'il n'était pas possible de ne pas prendre d'avocat. Plusieurs robes noires à cravates blanches m'écoutaient, indignées et poussèrent des exclamations...

Mon mari et moi partîmes. Nous entendons poursuivre cette procédure avec le concours de la «Boutique de droit». Si nous avons pris un avocat, c'est celui de la «Boutique de droit» et parce que nous y sommes contraints.

Ma conclusion est qu'une réforme du divorce a été faite, mais que l'accès au divorce est toujours aussi difficile.

Notre requête a donc été déposée par l'avocat de la «Boutique de droit». Nous avons déjà versé 700 F. pour frais de procédure.

Et les travailleurs

C'était la première assemblée générale des 450 ouvriers-ouvrières de l'usine d'Ergué-Gabéric après l'annonce des licenciements qui menacent 87 d'entre eux. D'emblée, le décor est planté. Voilà encore une lutte qui doit servir de faire-valoir au Programme commun. Pourquoi d'emblée les

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITÉ ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Editions du Centenaire

disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F



informations générales

A l'approche du procès en appel des 25 étudiants nantais le 7 décembre à Rennes

Le comité de soutien engage la riposte contre la loi anticasseur

On se souvient que, pendant le puissant mouvement contre la réforme du second cycle de l'Université, une importante manifestation avait marqué, le 12 mai à Nantes, la vigoureuse protestation des étudiants contre la fermeture et l'occupation par le flics de la faculté de droit.

Cette manifestation, massive et combative, avait été violemment chargée par

Cour de sûreté de l'État et autres lois scélérates et juridictions «d'exception».

Il est urgent, n'est-ce pas, d'habituer notre peuple au quadrillage policier, à ce que sur délation ou sur simple témoignage des flics, quiconque se trouve à un moment «indésirable» en un lieu «indésirable» soit condamné, ou emprisonné sans jugement, ou expulsé s'il a la peau brune !

peuple travailleur, et dans la mesure où la lutte est clairement anticapitaliste et ne peut servir leurs intérêts bourgeois, ils préfèrent déployer toute leur énergie à d'autres activités.

Ainsi, que ce soit sous l'étiquette UEC ou UNEF «renouvelée», on les voit maintenant multiplier les interventions devant les restaurants universitaires, sur tout ce que le Programme

Un professeur, membre du PCF n'a-t-il pas lui-même envoyé un étudiant en Conseil de discipline pour avoir voulu empêcher le déroulement d'un examen !

Il ne faut pas s'étonner après cela que la CGT ait fait bande à part et ne se soit pas associée aux protestations contre la répression anti-étudiante !

Mobiliser les étudiants

Ainsi les étudiants se sont donnés avec ce comité de soutien (auquel participent aussi des enseignants, des éducateurs, etc.), une arme pour conduire par eux-mêmes leur mouvement et éviter la «récupération». Voilà une excellente chose !

Mais cette autonomie est relative et nécessitera, pour être préservée, une grande vigilance.

Les révisionnistes ont leurs représentants dans le comité, en l'occurrence les organisations trotskystes telles la Ligue et Révolution, qui y développent un courant visant à accrocher le comité à la traîne de l'intersyndicale, à le priver d'initiative, et à le soumettre en fin de compte aux «forces de gauche».

Nous aurons à reparler de ce procès, comme d'autres dans la région liés à d'autres affaires : éducateurs de Dervallières, paysans de Cheix-en-Reitz etc. Voici l'appel du comité de soutien auquel nous invitons nos lecteurs à répondre.



Manifestation étudiante au printemps dernier contre la réforme du second cycle de l'université.

les CRS. Il s'en était suivi 85 interpellations et la poursuite de 25 étudiants au titre de la loi anti-casseurs, et sur plainte de la mairie.

Relaxés mais pas pour longtemps

Le 12 juillet, «au lendemain encore chaud de la grève», ils étaient relaxés par le tribunal correctionnel de Nantes, sauf l'un d'eux condamné à un mois de prison avec sursis et 300 F d'amende sur témoignage plus que douteux des flics.

Mais l'État capitaliste, pressentant (à juste titre !) un développement général des luttes, pour y faire face ou tenter de l'enrayer, tient à mettre en vigueur son appareil répressif «de pointe» tel la loi anticasseurs ou la

Pour les étudiants de Nantes aujourd'hui comme hier pour Romain Le Gal, comme dans tous les cas où la bourgeoisie tente d'étouffer sous sa répression la lutte politique ou revendicative anticapitaliste des travailleurs, la seule riposte c'est la mobilisation, l'action de masse classe contre classe.

C'est ce qu'ont compris les étudiants en organisant leur comité de soutien et en préparant une large mobilisation.

Des révisionnistes bien dans la ligne

C'est ce qu'ont très bien compris également les révisionnistes.

En candidats déclarés au sauvetage du capitalisme et à l'encadrement «avec une main de fer» de tout le

commun donnera aux étudiants (merci !) et aussi sur la répression (mais en Allemagne, bien sûr !)

Les étudiants quant à eux font peu de cas de leurs discours ; l'attitude des révisionnistes dans la lutte d'avant l'été, en particulier au sujet des 25 inculpations, les a quelque peu instruits.

Les 25 étudiants inculpés lors d'une manifestation le 12 mai dernier à Nantes, en pleine grève étudiante, passent en appel à Rennes le 7 décembre prochain ;

Le contexte dans lequel ce procès se tient est différent de celui dans lequel se tenait le premier procès au lendemain encore chaud de la grève nationale des étudiants.

Le pouvoir compte là-dessus pour frapper, et frapper fort... (cf les derniers procès du même type en France)

Nous devons lui faire échec... Nous devons exprimer massivement notre soutien aux 25 étudiants arbitrairement choisis pour boucs-émissaires du pouvoir.

Le comité de soutien lance à cette fin un appel

— 1) pour que soit popularisée partout, et en particulier dans les facultés, la riposte que nous engageons.

NB : nous allons sortir un dossier de coupures de presse (écrire à «comité de soutien aux étudiants inculpés» Librairie 71 rue J.Jaurès 44- Nantes)

— 2) un soutien financier nous est absolument indispensable et ... urgent.

Pour notamment : a) payer les avocats b) les frais de popularisation (tracts, affiches...)

c) organiser un gala de soutien d) etc, d'autres projets de popularisation.

IL FAUT ETUDIER L'ECONOMIE POLITIQUE

Les «Editions du Centenaire» ont publié au mois de septembre dernier le tome 1 du manuel portant sur les «Connaissances de base de l'économie politique». Ce document précieux nous vient du Parti frère chinois. Dans le but d'inviter nos lecteurs à étudier ce document, nous publions sur plusieurs numéros de larges extraits du chapitre 1, qui définit clairement l'objet de l'économie politique.

L'économie politique touche aux intérêts les plus réels, les plus vitaux de chaque classe et couche sociales. Elle aborde les problèmes les plus aigus et les plus acharnés de la lutte de classes. L'économie politique marxiste tout comme la philosophie marxiste déclare ouvertement qu'elle est au service de la politique prolétarienne. L'économie politique est une science de la lutte de classes.

L'économie politique est la base théorique de la ligne fondamentale définie par le parti

L'économie politique marxiste est apparue en même temps que le prolétariat moderne, né avec les gigantesques forces productives de la grande industrie. Marx lui-même a participé à la pratique de la lutte de classes de l'époque en utilisant le matérialisme dialectique révolutionnaire et en disséquant d'une manière approfondie la société capitaliste. Marx a dévoilé le secret de l'exploitation des ouvriers par les capitalistes et a montré scientifiquement les contradictions existant entre la socialisation de la production et la propriété privée capitaliste. Ces contradictions se manifestent sur le plan des rapports de classes sous la forme de l'antagonisme aigu entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Au fur et à mesure que se développent les contradictions dans la société capitaliste, la force du prolétariat, fossoyeur du système capitaliste, s'accroît.

«L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.» (11)

De là cette conclusion révolutionnaire et scientifique : le système capitaliste doit nécessairement être remplacé par le système socialiste, la dictature de la bourgeoisie doit nécessairement être remplacée par la dictature du prolétariat. «Si Marx conclut de la transformation inévitable de la société capitaliste en société socialiste, c'est entièrement et exclusivement à partir des lois économiques du mouvement de la société moderne.» (12).

Ainsi, l'économie politique marxiste devient, avec la philosophie marxiste et la théorie du socialisme scientifique, la base théorique de la ligne fondamentale définie par le parti du prolétariat. Sur la base théorique du marxisme, dans les conditions du capitalisme, les dirigeants de la révolution prolétarienne ont élaboré la ligne politique fondamentale du parti du prolétariat, c'est à dire la prise du pouvoir politique par la violence révolutionnaire. Ils indiquaient que le prolétariat doit lutter pour renverser entièrement la bourgeoisie et toutes les classes exploiteuses, remplacer la dictature de la bourgeoisie par la dictature du prolétariat, le capitalisme par le socialisme, et finalement réaliser le communisme.

(A suivre)

(11) : Marx : «Le capital», ES, Livre 1, t.3, p.205
(12) : Lénine : «Karl Marx», EP, p.36.

TARIFS D'ABONNEMENTS	
Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F 70 F
3 mois	95 F 210 F
6 mois	190 F 400 F
Soutien	300 F 500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE
No 30226-72 - La Source

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, NE LE JETEZ PAS !
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

POUR CORRESPONDRE PAR TELEPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.



culturel

Réponse à une lettre de lecteurs lillois (2)

Molière fait-il partie de notre héritage culturel révolutionnaire ?

Deuxième argument de nos lecteurs : Molière n'a pas critiqué à fond la religion. Il n'a fait que l'égratigner, aujourd'hui on retrouve ces critiques dans bien des œuvres bourgeoises.

Oui, aujourd'hui ! Quand cela ne joue plus aucun rôle révolutionnaire. Mais à l'époque de Molière, l'Église était le principal pilier du système féodal. Et c'est comme telle que Molière l'a dénoncée. Et l'Église ne lui a pas pardonné. Aujourd'hui nous devons nous en prendre essentiellement à d'autres choses. Mais il n'empêche que Molière reste un grand exemple de courage révolutionnaire sur ce point également.

MOLIERE ET SON EPOQUE

3e argument : Molière critique la médecine mais ne propose pas ce que devrait être une vraie médecine. Il ne développe donc rien de positif.

Il ne faut pas oublier qu'à une époque donnée le plus grand des « génies » ne peut proposer de solutions plus avancées que qu'est en mesure d'offrir la classe la plus avancée elle-même de l'époque. On ne peut donc reprocher à Molière de ne pas préconiser la solution socialiste d'une médecine au service du peuple. Une telle solution représente l'union de la dictature du prolétariat et du progrès des sciences médicales. Aucune de ces deux choses n'était possible à l'époque de Molière. Encore une fois pourtant Molière proposait une solution antiféodale : la *Nature*. Face aux élucubrations théologiques ou magiques dont relevait alors la médecine, une telle position, même si elle est aujourd'hui très insuffisante, était matérialiste, faisant table rase du fatras médiéval.

4e argument : A cause du parti pris de comique les « exploités » ne sont jamais antipathiques. Une telle position est très subjective et on peut citer bien des gens qui trouvent l'Avare, ou le Bourgeois gentilhomme très antipathiques. De toute façon, le fait de les ridiculiser les remet à leur juste place. Les héros ridicules

sont toujours ceux qui donnent dans les mœurs féodales et ceux qui s'y opposent ne sont, eux, jamais ridiculisés. Répétons d'autre part qu'à l'époque de Molière les héros de théâtre membres de la bourgeoisie ne pouvaient en aucun cas être ressentis comme des exploités par Molière, ni par personne d'autre. L'exploitation c'était la féodalité. Un bourgeois n'était senti comme exploitateur que s'il se rangeait sur les positions de la société féodale.

MOLIERE AUJOURD'HUI

Se argument : On étudie Molière dans nos classes parce qu'il développe une idéologie de refus de l'affrontement de classe selon laquelle on finit toujours par s'en sortir avec un peu d'astuce sans avoir besoin de faire la révolution.

Molière certes, ne pensait guère à la révolution. Qui donc y pensait à son époque ? Il y avait tout au plus quelques embryons d'utopies irréalisables dans les révoltes paysannes antiféodales. Molière suivait la voie de la bourgeoisie progressiste. Il recréait sur son théâtre des situations typiques de la société féodale de son temps et il lui offrait une issue théorique différente, progressiste, non féodale, bourgeoise en un mot (non-prolétarienne certes). Ce qui nous donne, à nous, le sentiment que tout s'arrange c'est que les dénouements de Molière répondent à des situations devenues exceptionnelles aujourd'hui, dans l'ensemble de la société capitaliste et que ses solutions sont justement la situation ordinaire pour nous. Mais à l'époque les situations du théâtre de Molière étaient courantes alors que ses dénouements étaient nouveaux et audacieux. C'est pour cela que la bourgeoisie aujourd'hui peut faire étudier Molière à l'école sans grand danger à la condition expresse de ne pas le replacer dans le cadre des luttes politiques et idéologiques de son temps. Et quand les révolutionnaires eux-mêmes oublient cette condition expresse, ils entrent dans le jeu de la bourgeoisie en lui abandonnant Molière tout entier.

Les problèmes que nous avons à résoudre sont différents aujourd'hui. Mais les

artistes progressistes peuvent très bien faire comme Molière : recréer les situations typiques causées par l'exploitation capitaliste et impérialiste et lui offrir des dénouements nouveaux, audacieux, non plus bourgeois mais socialistes. Avec la connaissance du processus historique et du sens de l'histoire qui caractérisent le marxisme-léninisme nous sommes en mesure de voir et de tirer profit du théâtre de Molière.

Nos lecteurs lillois concluent en disant qu'ils se méfiaient d'autant plus du théâtre de Molière que les metteurs en scène bourgeois l'accrochent à toutes les sauces, modernistes, freudiennes, etc, qu'ils en font des représentations esthétisantes et antipopulaires.

C'est pour nous au contraire une raison de plus de croire que Molière les gêne :

Conformément au principe bourgeois on fera tout et n'importe quoi avec Molière sauf de mettre en lumière son rôle progressiste sous le règne de Louis XIV.

Après tout ils agissent de la même façon avec B. Brecht, écrivain socialiste, ça n'est pas pour autant que nous le répudions. Au contraire... c'est bon signe. Ils en ont peur.

A la télévision du 16 au 22 novembre

FR 3
MERCREDI 17
NOVEMBRE
20 h 30

Cinéma 16
Au bout du Compte

Film TV dont la diffusion avait été différée en raison du passage, au même moment sur TF1, du match Saint-Etienne-Eindhoven.

L'histoire : un patron d'une usine métallo — qui se conduit comme il se doit : licenciements et répression pour les ouvriers — à la suite d'une fusion avec une multinationale US, se retrouve licencié à son tour. Sur une telle trame, Gérard Chouchan, l'auteur du film, présente les angoisses de ce PDG pour faire croire, comme il le dit lui-même, qu'« ils ne sont rien de plus qu'un ouvrier ». C'est une réelle tentative de mystification que de prétendre mettre sur le même pied d'égalité patrons, cadres et ouvriers !

Alors que sur plus d'un million de chômeurs, les cadres n'en comptent que 46 mille ! L'auteur prétend également que face aux multinationales, le petit patronat et les cadres supérieurs sont du même côté que les ouvriers ! Une politique qui sent le Programme commun, non ?

Comment peut-on prétendre défendre les intérêts des patrons en même temps que ceux des ouvriers ? Mais voilà, Chouchan estime que la TV, financée par les patrons, « peut être la voix de ceux

qui n'en ont pas ou ne savent pas bien exprimer leur souffrance ». Voilà pourquoi il veut faire parler les patrons !

TF 1
JEUDI 18 NOVEMBRE
21 h 20

L'événement
Sur la Rhodésie

L'organisation de mouvements de Libération africains en Rhodésie (Zimbabwe) et en Afrique du Sud n'est pas un fait récent ; elle a une histoire de dizaines d'années de luttes. D'autre part, le rêve occidental sur la possibilité de « libéraliser » le régime raciste en éliminant ses aspects les plus aberrants ou en assurant un développement « égal » et séparé des communautés blanche et noire, s'est écroulé : l'exploitation de la minorité blanche au pouvoir sur la majorité noire est en fait renforcée. Acculé par l'accession à l'indépendance d'Etats africains à ses frontières et par un isolement relatif sur le plan international, le gouvernement rhodésien a dû accepter la mascarade d'une conférence de Genève. Mais celle-ci reste un accord entre puissances impérialistes ; la lutte contre le racisme et l'impérialisme se passe ailleurs : dans les maquis, dans les ghettos des villes. Elle est en outre traversée par le problème de la lutte contre le social-impérialisme soviétique. Ce qui se passera dans ces pays revêt une im-

portance capitale pour l'avenir de la révolution en Afrique, et pour la défaite du capitalisme et de l'impérialisme dans le monde.

A 2
JEUDI 18 NOVEMBRE
20 h 30

On achève bien les chevaux (film US, 1969)

Ce film a été différé. Il devait déjà être diffusé le 23 septembre dernier.

Ce film américain se situe dans les années 30 après la crise mondiale du capitalisme de 1929 où le chômage touche plusieurs millions d'Américains.

La bourgeoisie, pour canaliser cette révolte et diviser la classe ouvrière organise des « marathons de danse ». Avec, à la fin, une prime pour les danseurs les plus endurants. On voit, par l'attrait que comportait ce genre de « réjouissances » à quel point de misère économique et morale en étaient réduits les travailleurs. Ce spectacle ravissait la grande bourgeoisie qui, entre temps, envoyait ses flics briser les grèves et tirer sur les manifestants.

A cause d'un incident technique, nous ne sommes pas en mesure de présenter toutes les émissions et films à retenir pour la semaine du 16 au 22 novembre.

Des lectrices écrivent Un feuilleton russe à la T.V.

Depuis quelques semaines, la télévision projette un feuilleton russe « Les ombres disparaissent à midi ». Ceci fait suite à des accords passés avec la télévision russe et correspond à une campagne orchestrée par la bourgeoisie qui, pour respecter les accords d'Helsinki sur la coopération et la détente, ouvre toutes grandes ses antennes à la propagande du social-impérialisme russe (...)

Digne des studios d'Hollywood, le feuilleton a pour thème : « L'amour dirige tout ». Non pas l'amour du peuple mais un amour idéalisé, basé sur la beauté physique des gens et les « coups de foudre ». Tout cela d'ailleurs dans le plus grand mépris des femmes ! On les trouve belles, on les épouse ou on les viole...

Mais surtout : voit-on un peuple qui, sous la direction de son parti, éditie le premier Etat de dictature du prolétariat ? Nullement. Dans le kolkhoze, c'est un homme providentiel qui assume toutes les fonctions, prend toutes les décisions, donne des ordres à un peuple amorphe, inorganisé, pourri d'individualisme.

La direction du parti, l'organisation des masses, leurs luttes quotidiennes pour bâtir le socialisme, n'apparaissent jamais. De même, il n'est jamais question des grands dirigeants de la Révolution soviétique comme Lénine et Staline (...)

C'est le pessimisme qui domine toujours lorsqu'il faut faire face aux catastrophes naturelles (pluie, mauvaises récoltes) ou aux sabotages de la réaction qui se renforce dans le village sans être démasquée ni combattue (développement de la religion, attaques et calomnies individuelles).

Ce film de propagande que la bourgeoisie russe déverse sur les masses populaires ne peut que développer l'individualisme, le pessimisme et donc permettre à cette nouvelle bourgeoisie de maintenir sa dictature de type fasciste.

Des lectrices.

LES CONTINUATEURS DE LA REVOLUTION CHINOISE

TCHOUEN-MIAO

(Jeune pouille printanière, médecin aux pieds nus)

premier film sur la Révolution Culturelle

- Comment fut vécu le séisme par M. Monge
- En Chine lors de la mort du Président Mao par G. Andrieu
- Sur la situation actuelle en Chine par H. Marchisio

JEUDI
18
NOVEMBRE
20 H 30
MUTUALITE

24 rue St-Victor Paris 5^e
M^o Mutualité
Cinéma 77

Association des Amitiés Franco-Chinoises
32 rue Maurice-Ripoche 75014 Paris 783-67-46



l'Humanité Rouge

UN TEMOIGNAGE DE PEKIN

Une lectrice de notre journal nous a fait parvenir la lettre ci-dessous, reçue d'un ami français, étudiant à Pékin. Elle porte un vibrant témoignage de la mobilisation enthousiaste du peuple chinois

Je viens t'apporter, par cette lettre, d'excellentes nouvelles de la Chine révolutionnaire, ou plutôt les confirmer ...

Comme l'a dit le vétéran communiste, le vieux Camarade Wou Teh, «le prolétariat a triomphé, le peuple a triomphé».

De cela je peux témoigner, car nous avons eu, comme étudiants boursiers à l'Institut des Langues de Pékin, l'honneur et la joie de participer aux manifestations massives du peuple de la capitale ... et d'assister à l'immense meeting qui a suivi sur la place Tien An Men.

Deux semaines auparavant, le 7 octobre, quand le Camarade Houa Kuo Feng a été élu Président du Comité Central du Parti communiste chinois, des affiches en gros caractères sur fond rouge ont été collées partout dans notre école, dans les instituts voisins, les magasins, les postes, les usines, les rues de Pékin, etc ... pour saluer chaleureusement cette décision ...

Toute cette période a été marquée par des discussions et des luttes intenses au sein du Parti. L'opposition de la «Bande des quatre», Yao, Wang, Chiang et Chang à la présidence de Houa Kuo Feng et aux décisions prises par le Comité central a atteint une phase aiguë. «Nous nous trouvions devant le danger réel de voir notre Parti dégénérer en vrai Parti révisionniste et notre Etat changer de nature. Notre Parti connaissait un moment très difficile», explique Wou Teh.

Parallèlement, les Agences de presse internationales lançaient une offensive pour inverser le vrai et le faux, défendre le clan anti-parti des «quatre», en les présentant comme les tenants de la ligne révolutionnaire, «gauchiste», contre les «droitiers» soi-disant représentés par le Président Houa Kuo Feng.

Mais, comme le dit le Camarade Wou Teh, «la clique anti-parti s'étant aliénée tout soutien populaire, elle était extrêmement isolée et fort vulnérable».

UNE ATMOSPHERE DE FETE

Le jeudi 22 au matin, des banderoles en gros caractères dénonçaient nommément le clan des 4 et des dizaines, des centaines d'étudiants et de travailleurs de notre école, dans des cars ou sur les bennes des camions partaient aussitôt manifester dans Pékin.

Quartier par quartier, unité après unité (car il faut bien continuer à assurer la production), un million cinq cent mille personnes par jour ont défilé dans un enthousiasme indescriptible, du matin au soir, et ce pendant trois jours consécutifs.

Nous avons manifesté le vendredi 23 pendant 2 heures dans une ambiance de liesse populaire : pétards en série, marche rythmée par les

tambours et les cymbales, drapeaux rouges et banderoles, fanions de toutes couleurs, portant des mots d'ordre, brandis par chacun. Une atmosphère de fête, la joie sur tous les visages, un minimum d'organisation laissent place à la liberté d'expression la plus grande : danses traditionnelles en agitant des étoffes de couleur, un membre de notre groupe se voit offrir les cymbales, etc ...

DES MILLIONS DE PERSONNES DANS LA RUE

Nous avons ainsi remonté, en rangs serrés, avec nos professeurs chinois et les autres manifestants, l'immense avenue large de plusieurs dizaines de mètres, au son des chants révolutionnaires, tel «l'Orient rouge». Après la place Tien An Men où nous passons devant les immenses portraits de Marx, Engels, Lénine,



Staline et du Président Mao, la manifestation continue dans les rues adjacentes. Dans toute la ville, dans la banlieue, près de notre institut, on croise durant ces 3 jours des cortèges révolutionnaires, drapeaux et tambours en tête, lançant des mots d'ordre contre les 4 dirigeants révoqués.

Plusieurs fois par jour, les camions et les cars reviennent dans notre école, (véritable «Commune universitaire», avec des étudiants chinois et étrangers, mais aussi un magasin, une poste, un coiffeur, tout un centre de travail «à portes ouvertes», tout près des champs, de la campagne, dans la banlieue de Pékin) pour chercher de nouveaux manifestants.

Samedi, on nous annonce que le Comité Révolutionnaire de Pékin accepte notre participation au grand meeting politique du lendemain. Nous partons dès 9 heures (certains étudiants étrangers n'acceptent pas de venir sous prétexte qu'ils sont ici uniquement pour étudier le chinois, etc ... la lutte de classe est d'autant plus vive parmi les centaines de boursiers de tous pays qui sont ici,

qu'un grand combat révolutionnaire est en cours) ...

Plus nous approchons, plus nous sommes nombreux, d'abord rivière, puis fleuve, puis océan. Arrivés face aux tribunes de Tien An Men, nous nous asseyons à même les dalles de la place, à côté des élèves de l'Institut des Minorités Nationales, des étudiants des universités Beido, Hsinghua ... Pendant des heures, le rassemblement du million de personnes qui doit assister au meeting se poursuit. A midi on mange les crêpes, les galettes, les oeufs qu'on nous a remis le matin. On discute, on lit jusqu'à 15 h 15. Puis tout le monde se lève. A ce moment, les drapeaux rouges dressés forment une véritable forêt. L'Orient rouge retentit et une formidable ovation salue les dirigeants du Parti à la tribune principale de Tien An Men. Le Camarade Wou Teh prononce alors son discours d'une voix lente et puissante, coupé par des acclamations enthousiastes. Des représentants des ouvriers, des paysans pauvres, de l'APL et des Jeunes Gardes rouges de Pékin prennent ensuite successivement la parole. Le meeting

s'achève par des mots d'ordre, dont «vive le communisme», lancés par un million de voix. Il est retransmis en direct par la radio et la télévision dans tout le pays. Puis c'est l'«Internationale» jouée en plein air par l'orchestre. La dispersion a lieu avec une rapidité surprenante, dans l'ordre, sans aucune bousculade. Des dizaines de milliers de personnes rejoignent, qui leur bicyclette, qui leur car. Sur des kilomètres et sur plusieurs dizaines de mètres, la rue est noire de monde. Les hauts parleurs qui bordent la rue rythment la marche dans l'allégresse générale.

Durant ces 4 jours, le peuple de Pékin a manifesté son enthousiasme, sa force et sa puissance, avec une discipline révolutionnaire qui n'exclut pas l'aisance et la liberté d'improvisation la plus complète.

C'est un formidable démenti infligé à tous les journalistes et commentateurs qui, ces jours derniers, ouvertement ou insidieusement, souhaitent que la Chine révolutionnaire change de couleur et qui apportent leur pierre à la réaction en semant

le doute et la confusion dans l'esprit de leurs lecteurs.

J'ai été scandalisé par certains articles du «Monde» notamment. Ces «informateurs» travaillent ici la main dans la main avec le milieu interlope des ambassades occidentales et les étudiants étrangers les plus réactionnaires chargés de recueillir les rumeurs (quand ils ne les forgent pas eux-mêmes !) de lire et de photographier des «dazibaos», de questionner perfidement les camarades chinois etc... c'est ainsi qu'ils cherchent à accréditer l'idée d'une «révolution de palais» où les masses sont passives et manipulées, qu'ils passent sous silence ou déforment les principes de base du Parti communiste (ligne de masse, centralisme démocratique, révocabilité des dirigeants etc...), qu'ils inventent un prétendu abandon de la critique du vent déviationniste de droite alors qu'elle est réaffirmée et poursuivie partout et ainsi de suite...

En février, nous partirons peut-être en Université. D'ici là nous aurons été aussi en «Ecole à portes ouvertes» étudier et travailler avec les paysans et dans une usine. Accompagnés de nos «professeurs de type nouveau». Actuellement nous avons 4 heures de cours chaque matin, y compris éducation physique, initiation au Taï-Ji-quan et travail manuel (quelle joie de réapprendre à manier une pelle !)

On organise aussi pour nous des visites de Pékin (l'ancienne Cité interdite, le Musée de l'Histoire de Chine...), de communes populaires, etc. Nous avons été accueillis dans des maisons de paysans pauvres, nous nous sommes assis sur le «kang»... Il y aurait beaucoup à raconter car la Chine nouvelle est encore plus riche, plus belle, par sa gaieté, sa santé révolutionnaire, que ce que nos connaissances un peu livresques laissaient présager depuis la France.

Il y a cependant un point dont je n'avais pas conscience et qui n'est peut-être pas toujours bien compris, c'est que la Chine est «un pays en voie de développement connaissant un début de prospérité», un pays qui appartient au Tiers-monde.

On mesure mieux ici l'injustice du système économique mondial imposé depuis des siècles par l'impérialisme, et dont seul le socialisme permet de se libérer pour édifier un pays vraiment indépendant et prospère.

On mesure ici le degré de sauvagerie des agressions répétées des puissances impérialistes coalisées, avant la libération. On mesure la réalité concrète des mots «semi-colonialisme», «semi-féodalisme».

Mais l'essentiel est que la Chine poursuit son développement, comble les handicaps imposés par l'impérialisme et la réaction en suivant une voie nouvelle, radieuse d'avenir pour toute l'humanité, la voie du socialisme et du communisme.